

AU FIL DE LA SEMAINE

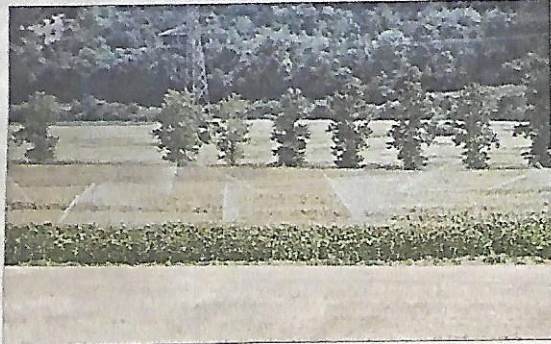
GESTION DE LA RESSOURCE L'économie d'eau n'est pas un problème purement agricole, a-t-il été rappelé le 9 juin, à l'AG du syndicat 79 de la propriété privée rurale. Agriculteurs mais aussi politiques, syndicats d'eau et consommateurs ont un rôle à jouer.

L'eau, l'affaire de tous

Lorsqu'on se penche sur les chiffres de la pluviométrie depuis quarante ans, on constate avec étonnement que les indicateurs annuels sont en légère augmentation, avec une moyenne de 819 mm par an sur le territoire. Dans le secteur de Saint-Gelais, sur la période de 1983 à 2023, la pluviométrie automnale et hivernale suit la même logique. Les choses sont un peu plus compliquées au printemps, avec des années 2016 et 2022 notamment qui ont fait du mal, mais elles n'inversent pas la tendance globale. Alors, face à ce constat, il faut toutefois y opposer la mauvaise répartition de ces pluies (un nombre moyen de journées de pluies de 96 par an mais seulement 15 jours de pluies efficaces, soit plus de 15 mm) et l'augmentation générale de la température.

Le vert appelle le vert

« L'eau appelle l'eau, le sec appelle le sec », pose en préambule Laurent Denise, ancien navigateur dans l'armée de l'air formé à la climatologie, à l'occasion de l'assemblée générale du syndicat de la propriété privée rurale des Deux-Sèvres, vendredi 9 juin aux Ruralies. Pour lui, c'est le végétal qui appelle les pluies, alors que ces dernières sont produites à 70 % par l'évapo-transpiration, et donc par la végétalisation des espaces. « Si ce n'est pas vert et vivant, c'est un désert », assène-t-il. Ainsi, empêcher l'irrigation dans les champs est un non-sens dans le cycle de l'eau car des cultures trop sèches ne vont pas générer



L'irrigation permet de verdifier les cultures et appelle à la pluie.

de transpiration efficace des végétaux et ne vont donc pas engendrer de nuages. « Sans compter que cela coûte moins cher en eau et en moyens de maintenir des sols en vie que de lutter contre des incendies », stipule Laurent Denise. Alors qu'il note l'intérêt des populations pour l'eau renouvelée depuis quelques années, il tient à élargir le débat à la société et non pas seulement aux agriculteurs. « Non, l'irrigation n'assèche pas les nappes phréatiques, bien au contraire », tient-il à préciser, alors qu'il constate que la nappe située en dessous de Niort descend tous les ans et que les racines commencent à avoir du mal à y avoir accès. L'artificialisation des terres a un rôle majeur dans cet état de fait et l'arbre doit refaire son apparition dans le paysage. « Quand un feuillu prend 500 mm de pluie, il en restitue 750 mm de par sa transpiration ». Le spécialiste résume les besoins ainsi : « une couverture végétale toute l'année, des réserves collinaires pour tout le monde, de la végétalisation et une mise aux normes des villes ».

Éviter les pertes et baisser les usages

Mais là où des progrès restent également à faire, c'est dans l'utilisation de l'eau. En France, seule une infime partie est réutilisée (moins de 1 %) et les usages ne sont pas tous optimum. « Nous ne sommes pas rassurés sur l'avenir de l'eau », déplore Dominique Régnier, la présidente du syndicat du Val de Loire, qui intervient dans le secteur de Bressuire. Malgré des barrages bien remplis cette année (14 Ml pour la Touche Pourpard, 11 Ml sur le Cébron), le moindre dysfonctionnement peut compromettre les approvisionnements alors que les consommateurs augmentent d'année en année (+1 % en 2022) et que de grandes entreprises agroalimentaires ont des besoins importants. Alors, les services traquent les pertes d'eau, qui sont de 0,80 m³/jour/km pour le syndicat, contre 3 m³ au niveau national. « Si les syndicats d'eau doivent être vigilants à la qualité et la répartition de l'eau, les utilisateurs doivent aussi se montrer raisonnables dans la consommation ».

LA PROFESSION AGRICOLE MET L'ACCENT SUR LA COMMUNICATION AUTOUR DE L'EAU

■ Depuis le début de l'année, une dizaine d'acteurs agricoles des départements de l'ex Poitou-Charentes, dont la Coop de l'eau 79, la CIA 17-79, VSN Négoce ou encore Sèvre et Belle, ont travaillé sur la production de supports audiovisuels destinés à renforcer leur communication auprès du grand public. Une dizaine de petits films ont été réalisés à ce jour et certains sont d'ores et déjà diffusés sur les réseaux sociaux pour « expliquer leur métier et la nécessité d'accéder à l'eau pour pérenniser leur activité », indique un communiqué de presse commun. Dans le même temps, des séries d'animation ont été produites. Les premiers documents portent sur la gouvernance de l'eau. De nouvelles structures devraient venir grossir les rangs du collectif prochainement, ont également annoncé les dix membres régionaux.

En cela, la consommation a baissé de 18 % en 25 ans sur le secteur, soit 136 l/habitant/jour.

Des sols qui ne doivent pas manquer d'eau

Des économies d'eau, les agriculteurs en cherchent aussi, et c'est bien le sens des réserves de substitution, qui ont pour objectif de faire des

économies globales de 37 % et de prélèvements estivaux de 78 %, selon Thierry Boudaud, le président de la Coop de l'eau 79, soit une économie annoncée de 8 Mm³. En tous les cas, pour Laurent Denise, « les agriculteurs ne doivent jamais manquer d'eau car les sols ne doivent jamais manquer d'eau ».

CAROLE LUMINEAU